



Aude et Antoine Hentsch ont repris le domaine des Eterpis en 2017. Pour le jeune couple, il s'agit de penser l'agriculture de demain. (DARRIN VANSELOW POUR LE TEMPS)

# Le bonheur est-il dans le pré bio?

**AGRICULTURE** Face aux initiatives du 23 septembre, le monde paysan est divisé comme jamais. A Gollion, Aude et Antoine Hentsch ont pris le virage du bio et de la vente directe. Un modèle pour une agriculture qui se laisse de plus en plus séduire par les idées vertes?

YAN PAUCHARD  
@YanPauchard

Savez-vous que le coureur indien est un sacré chasseur de limaces? Au domaine des Eterpis, ce sont ces drôles de canards à l'allure de pingouins qui permettent de se débarrasser du nuisible gastéropode. Dans cette ferme de Gollion, dans la campagne surplombant Morges, tout n'est que biodynamie, permaculture et bien-être des animaux. Quand il fait visiter son atypique exploitation de 10 hectares, Antoine Hentsch montre avec fierté ses pruniers, qui n'ont reçu cette année qu'un seul traitement, aux orties, ou ses poulets qu'il laisse grandir à l'air libre pendant quatre mois, contre 60 jours dans l'agriculture intensive.

Le domaine enserré dans cet érin de nature qu'est la vallée de la Venoge, bordant cette rivière «qui offre à ses badauds des airs de Colorado» selon le poème du chansonnier Gilles, Antoine Hentsch, 35 ans, l'a repris avec sa femme, Aude, au printemps 2017. Un rêve pour ce citadin, né à Renens, devenu paysan. Ce choix «d'une autre manière de cultiver la terre» s'est imposé au Vaudois au terme d'un processus qui l'a notamment travaillé plusieurs années comme conseiller technique pour le compte de l'un des géants de l'agrochimie mondiale.

## Transformé et vendu sur place

Dans un contexte de crise structurelle de la paysannerie suisse, tiraillée entre les aspirations à un retour au local et les impératifs de la globalisation, Antoine Hentsch a pris le parti d'une agriculture alternative. Tout ici est produit, transformé et vendu sur place dans un magasin bio, géré par sa femme. Le couple s'est même doté d'un métier à tisser pour filer la laine de ses moutons avec le concours d'une artisane.

«On me dit que je me suis lancé dans un marché de niche. Au contraire, je suis persuadé qu'il s'agit du modèle de demain», insiste Antoine Hentsch, persuadé que les consommateurs aspirent à une nouvelle façon de se nourrir: «Aujourd'hui, produire du bio est un choix. Dans 30 ou 50 ans, ce sera une obligation.» Malgré de grands yeux bleus et des cheveux en

bataille, le trentenaire n'a rien d'un doux rêveur. Ingénieur agronome de formation, il possède un CAS (Certificat de *advanced studies*) en gestion d'entreprise et est en train de terminer un MBA en management responsable. Il revendique une «entreprise orientée marché». L'homme n'en demeure pas moins animé d'un profond engagement écologique, préoccupé du monde qu'il laissera à ses deux petites filles, âgées de 4 et 2 ans.

## Deux fois oui le 23

Alors pas besoin de demander à Antoine Hentsch ce qu'il va voter le 23 septembre. Ce sera deux fois oui. Rappelons que le peuple doit se prononcer sur deux initiatives: l'une «Pour des aliments équitables» poussée par les Verts et l'autre «Pour la souveraineté alimentaire» lancée par le syndicat paysan minoritaire de gauche Uniterre. En très résumé, la première demande le renforcement de l'offre de nourriture produite dans des conditions respectueuses de l'environnement et des animaux, la seconde appelle à des revenus équitables pour les paysans, en régulant entre autres les importations à la frontière.

«Ce que ces deux initiatives proposent, c'est finalement ce que nous essayons de réaliser sur notre domaine», plaide Antoine Hentsch. S'il salue ces deux scrutins, c'est que l'homme est persuadé que ce sont les impulsions venues de l'extérieur du monde agricole qui pourront faire changer de paradigme un secteur qui peine à sortir de ses vieux schémas. Un avis que partage l'une des figures du militantisme paysan romand, l'ancien conseiller national neuchâtelois Fernand Cuhe: «L'agriculture suisse

est restée bloquée. Il y a un nouveau modèle qui paraît inévitable, mais qui n'arrive pas à se concrétiser.» Ces deux initiatives pourraient néanmoins marquer le début d'une rupture.

Issus de la gauche, les deux textes sont combattus par la droite, qui dénonce, en cas de oui, des hausses massives de prix, une sur-réglementation étatique paralysante, ainsi que des conséquences sur l'ensemble de l'économie liées au retour de protections douanières. Il était donc attendu que les grandes organisations faitières de l'agriculture, liées au camp bourgeois, s'engagent contre. Il n'en est rien. Le monde paysan est divisé comme rarement. En particulier en Suisse romande, à l'image de l'UDC vaudoise qui, contre l'avis du parti national, a décidé de soutenir l'initiative des Verts... Même la puissante Union suisse des paysans (USP) a finalement renoncé à donner un mot d'ordre. «Ces deux initiatives posent de véritables problèmes quant à leur mise en application et sont excessives à certains égards, mais il y a du pour dans chacune d'elles. Nous étions partagés», reconnaît le conseiller national fribourgeois et directeur de l'USP Jacques Bourgeois.

La «biennellante neutralité» de l'agriculture officielle envers ces deux initiatives de gauche étonne le politologue Stéphane Boisseaux, coauteur de l'ouvrage *Manger suisse, qui décide?* «Il y a encore cinq ou dix ans, les grandes associations comme l'USP auraient engagé des moyens contre elles, poursuivi le chargé de cours à l'Université de Lausanne. C'est difficile de dire si ce rapprochement entre écologie et agriculture peut s'inscrire dans la durée, l'année prochaine déjà, la votation sur la qualité de l'eau pourrait bien les opposer. Reste que cette configuration est intéressante.»

## De la disette aux excédents

Pour Fernand Cuhe, il est certain que nous sommes à un moment charnière. «Une partie des paysans a pris le virage du bio, une autre croit toujours en l'inventif de l'agriculture intensive. Entre eux, une majorité d'agriculteurs hésitent, se sentent perdus.» Pour comprendre ce désarroi, il faut remonter dans l'histoire,

jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le Plan Wahlen, du nom du programme d'autosuffisance alimentaire lancé en 1940, impose la figure du paysan nourricier. Dans l'ensemble de l'Europe, la population a faim. Soutenue par l'Etat, aidée par la mécanisation et les progrès de l'agrochimie, l'agriculture va pousser la productivité et les rendements. «C'est une politique publique qui a particulièrement bien réussi, résume l'ancien conseiller national neuchâtelois, en trente ans on va passer de la disette à la gestion des excédents.» Durant plusieurs décennies, le marché est donc protégé: les quantités sont contingentes et les produits étrangers taxés. A la fin des années 1980, la donne va radicalement changer avec l'Uruguay Round, du nom du cycle de négociations internationales sur les tarifs douaniers qui aboutira à la naissance en 1995 à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'agriculture helvétique est libéralisée. «Le secteur a dû faire un virage à 180 degrés, relève Jacques Bourgeois. Les prix aux producteurs ont commencé à baisser.»

## «Un champ de paradoxes»

Avec le système des paiements directs pour prestations d'intérêt général, la politique suisse a pourtant longtemps cru avoir trouvé la martingale. «On a pensé que l'on avait réussi à concilier les contraintes du marché, le maintien des revenus et l'intégration des données environnementales», concède Fernand Cuhe. Il n'en a rien été. C'est même le début d'une lente agonie: entre 1990 et 2017, près de la moitié (44%) des exploitations agricoles de ce pays a disparu.

«L'agriculture n'est plus aujourd'hui qu'un champ de paradoxes, observe encore le politologue Stéphane Boisseaux. La Confédération verse chaque année 3,7 milliards de francs de prestations aux paysans, ce qui est énorme, alors que, pris séparément, beaucoup ne tournent pas. De par leur propriété et leurs machines, les agriculteurs peuvent être considérés comme riches, alors que les revenus seuls de leur production ne leur permettent pas de vivre. Enfin, les efforts écologiques individuels des paysans sont considérables et pourtant, globalement, la biodiversité recule.»

Reste que si le monde paysan est si divisé face à ces deux initiatives, c'est aussi qu'elles arrivent à un moment de vive défiance envers la Berne fédérale. Entre son ministre de tutelle, Johann Schneider-Ammann, et l'agriculture, le divorce est consommé.

Il y a un an, le 24 septembre 2017, les Suisses plebiscitaient à 79% un article constitutionnel sur la sécurité alimentaire, proposé par le Conseil fédéral en contre-projet à une initiative de l'USP. Un signal fort pour une agriculture de qualité et de proximité.

## Libre-échange avec le Mercosur

Mais un mois plus tard, le 1er novembre, c'est la douche froide. Le Conseil fédéral présentait sa «Vue d'ensemble de la politique agricole» qui demandait un important abaissement des protections douanières. Une trahison. Surtout que, juste après, Johann Schneider-Ammann commence à négocier un accord de libre-échange avec le Mercosur, un marché commun formé de pays d'Amérique du Sud (Brésil, Argentine, Paraguay, Bolivie et Uruguay).

Pourtant membre du même parti, l'ancien conseiller national genevois John Dupraz n'est pas le moins révolté: «On va se retrouver en concurrence avec des fermes brésiliennes de 10 000 hectares qui produisent de la viande bourrée d'hormones de croissance. Ces technocrates de l'administration fédérale qui ne vivent que sous des lambris dorés sont prêts à démanteler l'agriculture sur l'autel de la libéralisation. L'OMC, c'est leur veau d'or.» Pour le PLR, aucun doute, il votera deux fois oui.

Le 23 septembre au soir, il est certain que le débat sur l'avenir de la politique agricole ne sera pas terminé. Tant s'en faut. Plusieurs autres initiatives sont en cours demandant une autre agriculture, avec notamment comme objectif la fin de l'élevage intensif ou l'interdiction des pesticides. «L'agriculture suisse n'ayant pas réussi sa mue, elle a laissé une brèche dans laquelle plein de groupes de la société se sont engouffrés, analyse enfin Fernand Cuhe. Quel que soit le résultat des urnes, nous ne serons même pas à la moitié du chemin.» ■

## EN CHIFFRES

**159 000**  
Le nombre de personnes travaillant dans l'agriculture (chiffre 2013), soit moins de la moitié qu'en 1975.

**60%**  
Le taux d'auto-alimentation par la production agricole indigène ces dernières années.

**11 358**  
Le nombre d'exploitations en Suisse qui proposent leurs produits en vente directe, soit plus d'une sur cinq (chiffre 2016).

**6,3%**  
La part du budget que les Suisses consacrent à l'alimentation.

**«L'agriculture n'est plus aujourd'hui qu'un champ de paradoxes»**

STEPHANE BOISSEAUX, POLITOLOGUE